

UN CHAPITRE DE L'ÉMANCIPATION DE L'HUMANITÉ
LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE 1918-1923
RÉVOLUTION SOCIALE OU ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ?

«Penser l'émancipation», à un siècle de la vague révolutionnaire mondiale qui débute en 1917, c'est s'interroger sur le terme même d'émancipation. Qui est le sujet de cette émancipation et qui émancipe qui, dans un combat qui est tout sauf une joute idéologique entre quatre murs.

Cette émancipation trouve sa source dans la classe travailleuse (manuels et intellectuels). Elle ne peut être assimilée à une «lutte du peuple», dont la «Cause» serait nationale et patriotique.

«Penser l'émancipation» en 2017 c'est revenir sur les grandes insurrections révolutionnaires prolétariennes, en Russie et en Allemagne, et en tirer les leçons en ce début de deuxième millénaire. La révolution en Allemagne de 1918 à 1921 en est un jalon incontournable, puisqu'elle posa la question des formes d'organisation de toute lutte de classe révolutionnaire : conseils ouvriers, unions ouvrières, organisations révolutionnaires d'entreprise, comités d'usine ou comités d'action. Elle a posé, comme la Révolution russe, mais à un degré plus faible, faute d'une réelle prise du pouvoir, la question de la mise en commun des moyens de production, et donc de l'abolition du système capitaliste fondé sur le profit.

*

* *

Comme en Russie, en 1905 après la défaite face au Japon, puis en février 1917, les conseils qui surgissent en Allemagne sont le produit de la guerre, plus exactement de défaites militaires. Des défaites qui créent un vide du pouvoir. Un article de Liebknecht publié après le 9 novembre 1918 résume parfaitement cette situation d'effondrement interne, où vont s'engouffrer les masses ouvrières et de prolétaires sous l'uniforme :

La victoire des masses d'ouvriers et de soldats est due moins à leur force offensive qu'à l'effondrement interne du système antérieur; la forme politique de la révolution n'a pas été seulement le résultat de l'action du prolétariat, mais celui de la fuite des classes dominantes, désireuses de se soustraire à toute responsabilité; fuite des classes dominantes qui, avec un soupir de soulagement, laissaient le soin au prolétariat de liquider leur banqueroute, espérant de la sorte échapper à la révolution sociale...¹

Ces conseils sont des assemblées d'ouvriers, mais aussi de soldats qui veulent – comme en Russie – mettre fin à la guerre. Ils sont l'expression d'un ras-le-bol généralisé d'ouvriers affamés et épuisés par la militarisation de la vie quotidienne, qui se traduit par des grèves à répétition dans les grands secteurs d'industrie, de plus en plus d'esprit révolutionnaire : grèves d'avril 1917 (300.000 ouvriers et ouvrières à Berlin) et janvier 1918 (1 million de grévistes dans le Reich). Lors de ces grèves le pouvoir impérial et la social-démocratie sont unanimes : «*quiconque se met en grève alors que nos armées affrontent l'ennemi est un chien*» (général Groener)². Le 31 janvier 1918, Ebert, chef du SPD, déclare aux grévistes d'une usine berlinoise qu'ils ont «*le devoir de soutenir leurs*

¹ Liebknecht, „Das, was ist“, *Die Rote Fahne*, 21. nov. 1918. Cité par Gilbert Badia, *Le spartakisme*, L'Arche, Paris, 1967, p. 187.

² Cité par Pierre Broué, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Éditions de minuit, Paris, 1971, p. 103. Les syndicats sont au diapason. Dans le *Vorwärts* du 27 avril 1917, un appel est lancé pour mettre fin aux grèves : «*Les grèves doivent être évitées... Seule une augmentation de la capacité de résistance de l'Allemagne peut nous conduire à une paix rapide*» (Broué, *ibid.*).

frères et leurs pères au front et de leur fournir les meilleures armes»³. Il se fait interrompre par les cris de «*briseur de grève*» et doit vite faire marche arrière. Le SPD dut attendre le 4 octobre 1918 avant d'être associé à l'effort de guerre. Nommé chancelier du Reich, le prince Max de Bade compose un gouvernement de coalition comprenant des démocrates bourgeois et des sociaux-démocrates, Friedrich Ebert, Gustav Bauer et Philipp Scheidemann.

C'est néanmoins la révolte des marins de Kiel (4 nov. 1918), sur la Baltique, qui va entraîner la chute du régime impérial. Presque sans un coup de feu, les marins s'emparent du pouvoir et reçoivent l'appui des ouvriers de Kiel qui forment avec eux des conseils d'ouvriers et de soldats. Gustav Noske, qui se qualifiera plus tard de «chien sanglant» (*Bluthund*) de la contre-révolution, est envoyé par Max de Bade, le nouveau chancelier, pour prendre la direction du mouvement et l'étouffer rapidement, avant que l'armée ne canonne et ne réduise en cendres Kiel.

C'est déjà trop tard, car en quelques jours le pays voit surgir des conseils d'ouvriers et de soldats. Il y en aura 10.000. Les villes allemandes se couvrent de drapeaux rouges et des marées humaines parcourent les rues en chantant l'Internationale. C'était une sorte d'esprit quarante-huitard où «*tout le monde nageait dans la confiance mutuelle*», «*des festivals de l'amitié*», bref «*une fraternisation universelle des classes*»⁴.

Parfois, c'était une auto-exaltation, où la radicalité de la phrase dissimulait mal une absence de projet révolutionnaire réel. Dans une ville comme Hamburg, *Die Rote Fahne*, l'organe des conseils mis en place par Paul Frölich, proclamait : «*C'est le début de la révolution allemande, de la révolution mondiale !... Vive le bolchevisme mondial !*»⁵. Mais à Hamburg le pouvoir du Sénat aristocratique ne fut jamais remis en cause. Les plus «radicaux», comme Laufenberg et Wolffheim – théoriciens en 1919-1920 du «national-bolchevisme» – poussaient à la modération, évitèrent tout appel à la lutte armée, approuvèrent l'idée d'une Assemblée nationale, puis se déclarèrent brusquement «antiparlementaristes»⁶.

Une grande confusion politique dominait dès le départ les conseils d'ouvriers et de soldats, même chez leurs éléments les plus radicaux. Dans ses Mémoires, un marin radical du navire *Helgoland* donne une idée du niveau de conscience des ouvriers et prolétaires sous l'uniforme :

On en entend de belles : «*Signer la paix immédiatement. Renvoyer les soldats et les marins chez eux. Nommer Scheidemann chancelier et Liebknecht ministre de la guerre*»⁷.

1. Dualité des pouvoirs. Un rapport de forces de plus en plus inégal.

En apparence, il y avait un double pouvoir : les conseils d'ouvriers et de soldats d'un côté, le nouveau gouvernement, de l'autre : celui du chancelier Ebert, qui dirige une coalition où dominent les partis socialistes, le SPD et le «Parti indépendant», l'USPD, scission récente du parti (1917). Le programme est clairement contre-révolutionnaire. Ebert déclara dans un aparté avec le prince Max de Bade que la «révolution sociale» évoquait pour lui l'enfer des damnés : «*... je n'en veux pas, oui, je la hais comme le péché*»⁸.

³ Broué, id.

⁴ Broué, id.

⁵ [Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner et Jakob Walcher] *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* [1929], Verlag Neue Kritik, Frankfurt, 1970, p. 192. Une partie de ce livre a été traduite par Science marxiste („Lotta comunista“), Montreuil-sous-Bois, 2013.

⁶ Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, Science marxiste, Montreuil-sous-Bois, 2011, p. 180.

⁷ Cité par Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Messidor, Paris, 1987, p. 80.

⁸ Prince Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente*, Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart, 1928, p. 600.

Pour prendre la tête des conseils, les socialistes majoritaires savent jouer sur la fibre de l'unité, particulièrement sensible dans les masses ouvrières, qui caressent le vain espoir d'une «fraternisation universelle des classes». Très tôt, Karl Liebknecht – qui le 9 novembre a refusé d'entrer comme otage du gouvernement socialiste – met en garde dès le lendemain les 1.500 délégués des conseils d'ouvriers et de soldats réunis au Cirque Busch de Berlin : «*La contre-révolution est déjà en marche, elle est déjà en action, elle est au milieu de nous !*»⁹. Certains des délégués soldats, presque tous désignés par la social-démocratie, menacent Liebknecht de leurs armes... Les conseils de soldats, manipulés par le SPD, occupent le parterre avec leurs armes, tandis que les conseils ouvriers se partagent modestement les poulaillers.

Très vite, la majorité de conseils tombe aux mains de la social-démocratie qui impose ses hommes d'appareil (SPD et syndicats), le plus souvent sans élections. Par exemple, à Cologne, les dirigeants locaux du SPD et de l'USPD forment le 8 novembre un conseil ouvrier dans un meeting et par simple acclamation. Idem, à Kassel, où le conseil et son exécutif (comité d'action) sont constitués à la suite de discussions en coulisse entre les deux partis social-démocrates et les syndicats. Parfois sont institués des conseils incluant des partis bourgeois – comme le *Zentrum* catholique – dans la Ruhr. Lorsque les conseils sont élus, ils le sont sur la base de circonscriptions électorales, où prédominent les notables. C'est le cas de Dresde, où le SPD prend presque toute le gâteau. Cela entraîne la sortie rapide (le 16 novembre) des IKD (communistes internationalistes), dirigés par Otto Rühle, qui pensent que tout le mouvement réel se trouve désormais dans la rue et dans les usines.

La pyramide des conseils devient une véritable pyramide inversée. Les syndicats reconnus par l'État, grâce au SPD au pouvoir, voient leur influence augmenter de la base vers le sommet, en dissolvant dans des conseils régionaux les conseils locaux aux mains des plus radicaux.

Néanmoins, dans d'importants centres régionaux, la reprise en mains n'est pas aisée. Le Conseil de Brême interdit toute réunion ou manifestation en faveur du rétablissement du Sénat. Des conseils créent leur propre force armée, comme à Francfort, Düsseldorf, Hamburg. À Braunschweig (Brunswick), le 9 novembre est proclamée la République socialiste, qui se dote d'une garde rouge de 1.000 membres. Même chose à Brême, où la République des conseils se constitue quelques jours plus tard, le 15 novembre. Dans les centres industriels, se constituent des embryons de gardes rouges de Halle à Berlin. Dans cette dernière ville, la tentative spartakiste de créer une garde rouge, appelée Union des soldats rouges (*Rote Soldatenbund*) échoue : celle-ci se contente de manifester en novembre et décembre. Liebknecht, qui s'occupe de la «question militaire», compte sur le préfet de police Eichhorn, USPD de gauche, qui dispose d'une troupe, et sur la Division populaire de la marine (*Volksmarinedivision*). Ces derniers sont très radicaux mais touchent une solde. Lors des combats de janvier 1919, après avoir subi de lourdes pertes en décembre face aux troupes du général Lequis, les marins se sont déclarés «neutres» pour continuer à toucher leur solde.

Le royaume de Bavière est un cas à part. Les marins du port austro-hongrois de Pula (Istrie), eux aussi en révolte, étaient parvenus très rapidement à Munich, où leur présence résolue neutralise toute volonté de résistance de l'armée bavaroise. Le 8 novembre, l'Indépendant pacifiste Kurt Eisner, nommé ministre-président, proclame – avec l'appui des conseils – la République et la fondation de l'État libre et populaire de Bavière (*Freier Volksstaat*) qui maintient en place la propriété privée. Il recherche une «synthèse» (très «socialiste») : Parlement *et* conseils, comme organes d'un pouvoir unifié. Mais les spartakistes (devenus communistes) se prononcent pour le boycottage des

⁹ Jakov Drabkin, *Die Novemberrevolution 1918 in Deutschland*, Dietz, Berlin 1968, p. 166.

élections, ainsi que le Conseil ouvrier révolutionnaire, dont un des animateurs est Erich Mühsam. Le 10 janvier 1919, Eisner fait arrêter douze membres du Parti communiste et du Conseil révolutionnaire, dont Max Levien (KPD) et Mühsam (anarchiste). Une manifestation spontanée les fait libérer. Le SPD devient majoritaire au *Landtag* et Eisner est assassiné le 23 février 1919 par un extrémiste de droite, alors qu'il présente sa démission. Une autre page s'ouvre en avril 1919, très confuse, celle de la république des conseils de Bavière, qui sera elle aussi rapidement écrasée quelques semaines plus tard, le 1^{er} mai.

Comme le note un livre consacré jadis à «la gauche communiste en Allemagne», l'étude d'une période révolutionnaire n'est pas la fabrication d'une nouvelle «mythologie», où partis et conseils seraient toujours «révolutionnaires» : «... les conseillistes [actuels] parlent encore aujourd'hui du Conseil comme s'il devait *toujours* s'agir de conseil *révolutionnaire*, alors que *c'est l'exception dans la révolution allemande*»¹⁰.

C'est cette faiblesse même de la révolution, où au départ la radicalité est l'exception, qui permet au nouveau pouvoir social-démocrate de tenir un langage populiste. Tout le pouvoir doit aller au «*peuple tout entier*», bref à la Nation, et non être remis à des conseils ouvriers. Le 13 novembre, le rédacteur en chef du *Vorwärts*, organe du SPD, explique les choses sans ambages. La «victoire» de novembre ne sera pas celle de la «dictature du prolétariat» ; le pouvoir prendra la forme d'une «démocratie populaire» :

Nous avons vaincu, mais nous n'avons pas vaincu pour nous seuls, nous avons vaincu pour le peuple entier ! Voilà pourquoi notre mot d'ordre n'est pas : «*Tout le pouvoir aux soviets*», mais «*Tout le pouvoir au peuple tout entier*»¹¹.

2. L'enterrement des conseils par l'Assemblée constituante. La défaite de janvier 1919 et l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Le «pouvoir des *Arbeiterräte*» (équivalent de soviets) devait donc vite céder la place à une Assemblée nationale constituante, qualifiée de «démocratique», Tous les partis de droite et du centre – dont la devise était naguère «*avec Dieu, pour le Roi et la Patrie*» – se proclament du jour au lendemain «populaires», voire «républicains» et «démocratiques» (Parti populaire national-allemand, Parti populaire allemand, Parti populaire chrétien-démocrate, Parti démocrate allemand) et exigent des élections au suffrage universel¹². Dès le 10 novembre, Ebert clarifie les choses : il y aura dans les plus brefs délais élection d'une Constituante qui mettra fin au «gouvernement des commissaires du peuple». Et dans un aparté avec le général Groener, Ebert certifie, le même jour, que ce sera la fin du bolchevisme¹³.

Contre l'élection d'une Assemblée constituante, qui sera avalisée par un Exécutif des conseils que Rosa Luxemburg qualifie de «*sarcophage de la révolution*»¹⁴, toutes les tendances révolutionnaires tombent d'accord. S'il doit y avoir un Parlement, ce sera celui des SEULS conseils, la véritable démocratie prolétarienne contre l'illusionniste démocratie bourgeoise :

La question mise à l'ordre du jour par l'histoire est : démocratie *bourgeoise* ou démocratie *socialiste*. Car la dictature du prolétariat est la démocratie au sens socialiste du terme...

¹⁰ Jean Barrot (Gilles Dauvé) & Didier Authier, *La Gauche communiste en Allemagne 1918-1921*, coll. Critique de la politique (dirigée par Miguel Abensour), Payot, Paris, 1976.

¹¹ Friedrich Stampfer, „Die Reichsregierung und die Arbeiter- und Soldatenräte“, *Vorwärts*, Berlin, 13 nov. 1918. Cité par Pierre Broué, *op. cit.*, p. 169.

¹² Broué, *ibid.*, p. 169-170.

¹³ „Le corps des officiers attend du gouvernement qu'il combatte le bolchevisme et se tient à la disposition du gouvernement pour cela“. Ebert répondit favorablement à ce vœu d'Hindenburg et demanda au général Groener de «*transmettre au Maréchal les remerciements du gouvernement*» [Cité par Harman, *op. cit.*, p. 81].

¹⁴ Rosa Luxemburg, «Um den Vollzugsrat», *Die Rote Fahne* n° 26, Berlin, 11 déc. 1918.

Sans la volonté consciente et sans l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguïser cette conscience, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le Parlement des prolétaires des villes et des campagnes. La convocation d'une telle assemblée de représentants des travailleurs, à la place de l'Assemblée nationale des révolutions bourgeoises, constitue par elle-même un acte de la lutte des classes, une rupture avec le passé historique de la société bourgeoise, un instrument puissant d'agitation des masses prolétariennes, une déclaration de guerre sans ambages au capitalisme. Pas de faux-fuyants, pas d'équivoque — les dés doivent être jetés. *Le crétinisme parlementaire était hier une faiblesse, c'est aujourd'hui une équivoque, ce sera demain une trahison envers le socialisme*¹⁵.

Les Indépendants de gauche qui jouent un jeu typiquement «centriste», coincés entre leur base prolétarienne, sensible au radicalisme spartakiste, et leur direction propulsée au gouvernement¹⁶, ne peuvent cautionner le suicide des conseils. L'un des chefs des délégués révolutionnaires (*Revolutionäre Obleute*), Richard Müller, président des conseils d'ouvriers et soldats de Berlin, qui avait joué un rôle considérable dans les grèves illégales menées de 1916 à 1918 dans la métallurgie berlinoise, se déclare prêt à risquer sa vie pour défendre les conseils. Il précise dans son rapport d'activité présenté au Cirque Busch, le 18 novembre :

Nous devons assurer notre pouvoir, si besoin est par la violence. Quiconque est partisan de l'Assemblée nationale nous impose le combat. Je le dis nettement : j'ai risqué ma vie pour la révolution et je suis prêt à recommencer. L'Assemblée nationale est le chemin vers le règne de la bourgeoisie, le chemin vers le combat; le chemin vers l'Assemblée nationale passera sur mon cadavre¹⁷.

L'Assemblée constituante, avant de s'installer le 6 février 1919 dans le grand théâtre de Weimar, ne passa pas sur le «cadavre» de Richard Müller – celui-ci fut ironiquement surnommé «*Leichen-Müller*» («Müller le cadavre») par ses ennemis politiques – mais sur celui de milliers de travailleurs, et en particulier des chefs spartakistes, comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht en janvier 1919, et Leo Jogiches deux mois plus tard.

Le «suicide» des conseils programmé dès le 10 novembre sera exécuté en deux temps par la force et par la manipulation.

Il fallait d'abord que le gouvernement dispose de milices, d'autant plus que l'Indépendant de gauche Emil Eichhorn, proche de Karl Liebknecht, avait constitué une force de sécurité ouvrière au sein de la Kommandantur de police, les deux tiers étant volontaires, l'autre tiers des policiers ralliés aux conseils¹⁸.

Dès le 17 novembre, le social-démocrate Otto Wells, commandant de la ville de Berlin constitua (avec le gouverneur militaire Fischer) un corps de soldats républicains, financé par les «dons» de grands industriels. Ils s'affrontèrent bientôt militairement à la gauche révolutionnaire. Pas assez sûrs cependant (car d'origine ouvrière). Ebert, avec l'aide de Noske, son «officier de liaison» avec l'état-major, constitua en décembre les *Freikorps* (corps francs), grassement payés, vite appelés les «Gardes Noske», corps de soldats des troupes d'assaut et d'officiers monarchistes. Le *Vorwärts*, comme toute la presse bourgeoise, publie des annonces payantes pour recruter les «volontaires», souvent issus des troupes d'assaut, véritables mercenaires à la solde du régime.

Pour que les forces contre-révolutionnaires puissent trouver une légitimité, il fallait que les délégués des conseils remettent tous leurs pouvoirs au gouvernement et à

¹⁵ Souligné par nous, in Rosa Luxemburg, „Nationalversammlung“, *Die Rote Fahne* n° 5, Berlin, 20 nov. 1918. Ce texte célèbre, cité par Broué, op. cit., a été amputé de ses deux dernières phrases portant sur le «crétinisme parlementaire».

¹⁶ Hugo Haase, Wilhelm Dittmann, Emil Barth sont les trois commissaires du peuple «indépendants», à parité avec Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann et Otto Landsberg.

¹⁷ Ralf Hoffrogge, *Richard Müller – Der Mann hinter der November Revolution*, Berlin, Dietz Verlag, 2008. Édition anglaise (complétée), Brill, Leiden, 2014.

¹⁸ Chris Harman, *La révolution allemande 1918-1923*, La Fabrique, Paris, 2015 (préface de Sebastian Bugden).

l'Assemblée constituante. Le Congrès pan-allemand des conseils (dominé par les permanents du SPD et des syndicats), réuni à Berlin du 16 au 20 décembre, donna tous pouvoirs au «Conseil des commissaires du peuple». Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ne peuvent faire entendre leur voix. Les opposants USPD de gauche exigent seulement que les Conseils aient «leur place» dans la Constitution qui doit être adoptée en 1919.

La voie est alors ouverte à la liquidation légale de la révolution, et d'abord à Berlin. Ebert use autant de la provocation que la force. Le 23 décembre, le gouvernement bloque la solde des marins de la *Volksmarinedivision*. Ceux-ci séquestrent le dirigeant SPD Otto Wells. Ils sont attaqués par les troupes du général Lequis qui les attaquent au canon. Les radicaux encerclent les troupes de Lequis qui doivent capituler. Les ouvriers occupent le *Vorwärts*; pendant quelques jours celui-ci sera le *Roter Vorwärts*. Sous la pression de la rue et des délégués révolutionnaires, indépendants de gauche, les «commissaires du peuple» USPD démissionnent le 29 décembre, aussitôt remplacés par trois commissaires SPD, dont Noske. Celui-ci, ce même 29 décembre, la veille du congrès de fondation du KPD, rassemble les corps francs pour l'assaut final¹⁹. La presse bourgeoise, qui ne fut jamais interdite, et le *Vorwärts* se déchaînent contre les «terroristes» spartakistes; des placards sont collés partout : Tuez Liebknecht ! (*Tötet Liebknecht !*).

La provocation du SPD a lieu le 4 janvier 1919. Le préfet de police indépendant Eichhorn est destitué, tandis qu'Ebert et Noske inspectent six corps de volontaires d'extrême droite. Le lendemain c'est une foule de 700.000 personnes qui répond à l'appel des Indépendants, des délégués révolutionnaires et du KPD de manifester. Dans l'enthousiasme, après que le *Vorwärts* ait été occupé par des ouvriers armés, un Comité révolutionnaire conjoint tripartite de 52 membres en appelle à une grève générale pour le 7 janvier, «au pouvoir du prolétariat révolutionnaire», puis à la «déposition du gouvernement Ebert-Scheidemann». La direction spartakiste, qui n'avait pas été consultée de cette initiative prise par Karl Liebknecht (mais aussi Wilhelm Pieck) ainsi que l'USPD Georg Ledebour, était contre une insurrection. Les Indépendants de gauche, chassés du gouvernement, passaient ainsi sans transition du pacifisme pendant la guerre au putschisme...

Pendant que l'USPD, une fois de plus, tentait de négocier avec le gouvernement, le Comité tripartite faisait preuve de la pire incompétence, sans aucun plan de prise réelle de pouvoir et sans forces réelles. La *Volksmarinedivision* reste neutre; le 9 janvier, une réunion conjointe de grosses usines berlinoises demande la constitution d'un gouvernement de coalition SPD-USPD-KPD.

Le résultat de cette indécision est connu. Avec l'aide auxiliaire de deux régiments social-démocrates, les corps francs triomphent aisément et fusille à tout-va. Le *Vorwärts* repris par les corps francs en appelle à l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Lorsque ceux-ci sont assassinés le 15 janvier, le *Vorwärts* prétendit que le premier avait fait une «tentative de fuite» et que la seconde avait été «lynchée par la foule».

En février 1919, le total des travailleurs tués par la contre-révolution dépassait déjà largement celui des morts de la Révolution russe en 1917.

3. Disparition des conseils. Formation d'unions ouvrières et d'organisations de chômeurs.

¹⁹ Le général Groener déclara devant un tribunal : «Ebert a ordonné à Noske de lancer les troupes contre les spartakistes. Le corps de volontaires se rassembla le 29 décembre et tout était prêt pour l'ouverture des hostilités» [Cité par Paul Frölich, *Rosa Luxemburg. Gedanke und Tat*, E.N.I., Paris 1939].

La disparition officielle des conseils ne signifiait pas qu'ils étaient définitivement enterrés. La défaite de janvier (mais aussi celle de mars) 1919 à Berlin avait décapité le mouvement révolutionnaire de ses militants les plus en vue (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches). Mais en même temps se multipliaient les grèves économiques et politiques des mines de la Haute-Silésie à la Ruhr, en passant par Berlin et l'Allemagne centrale, où même la défaite de mars 1919 ne put endiguer le mouvement. Les ouvriers étaient réduits à des salaires de famine, les salaires réels ayant souvent baissé de 40 p. 100 par rapport à 1914. Le chômage était devenu massif : 40.000 chômeurs à Munich, 50.000 à Berlin. Au début de 1919, il y avait plus de 3 millions de chômeurs. Les émeutes de la faim étaient courantes (Francfort, Bochum, Dortmund, Breslau). Celle de Hamburg en juin 1919 valut une seconde occupation de la ville par la Reichswehr²⁰.

Dès le départ, le SPD avait essayé d'encadrer le mécontentement en privilégiant l'action des vieux syndicats, par un Accord conclu le 15 novembre 1918 entre le patronat et l'ADGB dirigée par Carl Legien (Accords Stinnes-Legien)²¹. Ceux-ci devenaient les «*représentants désignés des ouvriers*». Cet accord était complété par une ordonnance du 23 décembre 1918 sur les comités d'entreprise (*Tarifvertragsverordnung*), visant à encadrer l'ensemble des ouvriers (*Arbeiterschaft*); ces comités qui seraient rattachés aux syndicats veilleraient à une bonne collaboration de classe :

Les comités (d'ouvriers et d'employés) veilleront, de concert avec les patrons, à l'observation des accords concernant les salaires en vigueur... Ces comités auront également pour tâche *de favoriser la bonne entente entre les ouvriers ou employés et entre les ouvriers ou employés et le patron*²².

Dans la région de la Ruhr, où le capital (Stinnes, Krupp, etc.) pratiquait le lock-out, on fit espérer aux mineurs et aux sidérurgistes la possibilité de nationalisations – qui furent baptisées «socialisation», et surtout d'une cogestion ouvrière (*Mitbestimmung*). Les grèves se multiplièrent de février à avril 1919. Une fois de plus ce fut la répression menée par la Reichswehr et «officialisée» par un ouvrier social-démocrate : Carl Severing, qui déclara : «*en tant que représentant des ouvriers, je veux parler aux ouvriers; en tant qu'ouvrier, je veux agir pour les ouvriers*»²³. Le résultat fut quasi-immédiat : les mineurs et sidérurgistes quittèrent en masses les syndicats pour former des unions ouvrières.

Le divorce entre la masse des travailleurs et les «syndicats libres» social-démocrates (*Freie Gewerkschaften*) était total. Il fallait se soumettre ou se démettre. Pour avoir ou même conserver son travail, il valait mieux, comme dans les conseils, voter pour les syndicats SPD.

Dès la fin de 1918, mais surtout à partir du printemps 1919, un mot d'ordre devient populaire, repris par le KPD, les anarcho-syndicalistes et les Indépendants de gauche : «*Sortez des syndicats !*» (*Heraus aus den Gewerkschaften !*)²⁴. Des militants communistes radicaux attaquèrent, à Brême et Hambourg, Berlin, Essen, etc., les bureaux de ces syndicats, saisirent leurs fonds et les distribuèrent aux chômeurs, ainsi qu'aux militants en fuite ou emprisonnés²⁵.

La première union, celle des mineurs, s'était constituée dans la Ruhr le 30 mars 1919. Elle était composée de syndicalistes-révolutionnaires et de communistes. Détruite par la répression et les corps francs, elle se reconstitua en juin sous le nom d'Union de

²⁰ Uwe Schulte-Varendorff, *Die Hungerunruhen in Hamburg im Juni 1919 – eine zweite Revolution?*, Hamburg University Press, 2010.

²¹ L'ADGB, une fois l'ordre rétabli, atteignit 8 millions d'adhérents en 1920 ; ce chiffre tomba à 3 millions en 1932.

²² «Les conseils d'entreprise en Allemagne», B.I.T., Genève, *Études et Documents série B*, n° 6, 29 janvier 1921, p. 1 à 33.

²³ Discours du 8 avril 1919, cité par Heinrich August Winkler, *Von der Revolution zur Stabilisierung. Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1918 bis 1924*, Berlin/Bonn, 1984.

²⁴ *Kommunistische Räte-Korrespondenz*, n° 11, Berlin, juillet 1919. Dans cet organe du KPD, Paul Frölich écrit : «*Plus nous entrons dans de grandes luttes et plus cet appel : 'Sortons des syndicats!' peut devenir un mot d'ordre des masses*».

²⁵ Cf. le témoignage du communiste de conseils, ancien membre du KAPD, Paul Mattick, *La révolution fut une belle aventure. Des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934)*, L'Échappée, Montreuil, 2013.

Gelsenkirchen. Bientôt se généralisèrent les unions anarcho-syndicalistes (FAUD) et surtout les unions marxistes se réclamant, comme l'AAUD, de la «dictature du prolétariat», une dictature qui émanerait des «conseils révolutionnaires d'entreprise» (*revolutionäre B.O.*), sorte de groupes d'usine du parti révolutionnaire. Avant que le KPD ne choisisse de former des «cellules communistes» dans les syndicats officiels, un grand nombre d'ouvriers s'était rallié aux Unions ouvrières. Celles-ci constituaient une organisation unitaire de masse, tant de lutte économique que de lutte politique jusqu'à la prise du pouvoir par les conseils ouvriers.

Lorsque l'AAUD se fonda officiellement en février 1920, et malgré la répression, elle finit par compter plus de 120.000 adhérents. Il n'est pas inutile de préciser que ces unions, comme aux usines Leuna (Allemagne centrale), disposaient bien souvent de caches d'armes. C'est cette union, la plus radicale, qui se rallia en avril 1919 au KAPD, minorité du KPD exclue en octobre 1919. Ce parti fort de 40.000 membres – qui avait littéralement siphonné le KPD à Berlin – naquit des combats de la Ruhr en mars 1920.

4. Les derniers soubresauts révolutionnaires : la Ruhr 1920. Armée rouge et conseils ouvriers.

Tandis que ressurgissait une lutte économique de plus en plus radicale dans son organisation, la classe dominante ne restait pas passive. Dès juin 1919, le général Lüttwitz, qui avait participé à la répression de l'insurrection de janvier, suggère à Noske la mise en place d'une dictature militaire. Toujours de concert avec Noske, il travaille à réprimer les grèves des chemins de fer de janvier 1920 et à interdire la presse du KPD, mais aussi de l'USPD. Aussi le coup d'État du 13 mars 1920, dénommé putsch de Kapp-Lüttwitz, n'est pas une surprise, sauf pour Noske qui s'enfuit et demande au général von Seeckt, chef de la Reichswehr, d'arrêter les putschistes. Bien entendu, toute l'armée et l'appareil d'État dans son ensemble soutient le putsch.

Mais la réaction du prolétariat est immédiate. La grève générale, qui touche 12 millions de travailleurs, s'étend sur toute l'Allemagne : Ruhr, Saxe, Hamburg et Brême, Bavière, Thuringe, Poméranie et Prusse orientale. Dans cette province, le gouverneur SPD August Winnig prend fait et cause pour les putschistes.

Là où le SPD ne prend pas localement position pour le putsch, la grève est soutenue, voire parfois encouragée, surtout par les chefs des syndicats, comme Carl Legien, qui en appelle à la défense de la «République» et à la formation d'un «*gouvernement ouvrier*». Le KPD, sauf sa gauche qu'il a exclue en octobre 1919 (congrès de Heidelberg) et son chef Paul Levi (emprisonné), se déclare «neutre», déclarant qu'il ne «*lèvera pas le petit doigt*» pour agir²⁶. S'il agit, comme à Chemnitz (avec Brandler), c'est pour se rallier à l'idée d'une «*opposition loyale*» en cas de formation d'un «gouvernement ouvrier» SPD-USPD.

La réaction du prolétariat allemand peut être comparée à celle du prolétariat espagnol lors du pronunciamiento de juillet 1936. En trois endroits, le prolétariat prend plus ou moins spontanément le pouvoir pour engager la lutte sur un terrain social, formant des conseils ouvriers (surtout dans la Ruhr) ou des comités d'action (lorsqu'il s'agit d'une alliance partis-syndicats). En Allemagne centrale, de façon assez confuse, après des combats armés à Gotha, Gera, Halle, dans le Vogtland (avec Max Hoelz), ou pacifiquement, comme à Chemnitz (sous la direction de Brandler), le prolétariat «prend le pouvoir». On devrait préciser : «plus ou moins». Il en est de même à Kiel et dans la région de Schwerin, mais pas à Hamburg et Brême. À Hamburg, la «gauche» représentée par Laufenberg et Wolffheim réagit comme le KPD : «*la grève générale est une absurdité générale*». Cette position est défendue par Otto Rühle à Dresde, mais

²⁶ Udo Winkel, «Paul Levi et sa signification pour le mouvement ouvrier allemand», *Cahiers Léon Trotski* n° 62, mai 1998, p. 32-34.

aussi par la direction de la FAU anarcho-syndicaliste qui se déclare, par pacifisme, contre la lutte armée. La base de la FAU ne suivra pas sa direction.

C'est en fait dans la Ruhr, et pas toujours de façon homogène, que le mouvement va le plus loin vers une prise totale du pouvoir, après l'entrée dans la grève générale de 300.000 mineurs. Dès que les corps francs se manifestent, ainsi que les gardes locales composées d'adhérents SPD (cas de Dortmund, où elles tirent sur les ouvriers), surgissent des bureaux de recrutement qui donnent naissance à une véritable armée rouge, forte de 50.000 à 80.000 hommes. Les conditions pour se battre sont six mois au front minimum pendant la guerre et appartenance à un «parti ouvrier» ou à un syndicat ou une union ouvrière (AAU et FAU). Dans certains endroits, la dictature du prolétariat est proclamée et le ravitaillement, comme l'armement, restent placés sous l'autorité des conseils. Les corps francs sont chassés de la Ruhr et les milices gouvernementales SPD désarmées.

Mais si, le 17 mars, Kapp doit s'enfuir en Suède, le SPD ne reste pas inactif et se réinstalle au pouvoir, sans Gustav Noske, mais avec Gustav Bauer – puis Hermann Müller – comme chancelier. Il charge le chef de la Reichswehr Von Seeckt de constituer des tribunaux d'exception contre les insurgés ouvriers. Des corps francs d'étudiants sont constitués. L'un d'eux massacra le 24 mars à Bad Thal (Thuringe) des ouvriers faits prisonniers, en justifiant ainsi son action : «*nous avons besoin de cadavres pour nos cours d'anatomie*»²⁷.

Mais, il fallait désarmer les 80.000 ouvriers de la Ruhr. Ce fut le sens des négociations de Bielefeld, menées une fois de plus par Severing, tandis que les troupes du général Watter stationnaient à Münster. Les accords de Bielefeld, signés le 24 mars par les Indépendants et deux membres du KPD, se traduisaient par le désarmement d'une partie de l'Armée rouge, tandis que le Front de l'Ouest refusait l'Accord. Arguant de ce refus, le gouvernement SPD fait marcher les troupes du général Watter le 4 avril. Ce fut une nouvelle boucherie : fusillades de masse, y compris des infirmières de la Croix-Rouge, toutes et tous étant jetés dans des fosses communes.

Cette défaite autant militaire que politique fut décisive, beaucoup plus que celle de janvier 1919²⁸. Mais c'est dans ces conditions que se créait au même moment le KAPD, scission du KPD, dont les militants, appuyés par les membres de l'AAU, avaient joué un rôle majeur dans les combats de la Ruhr. Ce parti en appelait à la poursuite, jusqu'à la victoire, de la «révolution mondiale».

5. Mars 1921 – Octobre 1923. Du putschisme au putschisme. De l'exaltation de la révolution mondiale à l'exaltation du sentiment national

Au moment où la révolte des marins et ouvriers de Kronstadt éclatait, le Komintern développait une théorie typiquement putschiste appelée «forçage du cours révolutionnaire», dont l'instrument était Bela Kun, le chef vaincu de la République des conseils hongrois, qui arrive clandestinement en Allemagne. Or, à ce moment même, certain que le prolétariat allemand ne bougerait pas, le ministre de l'intérieur SPD Carl Severing décidait de passer à l'offensive, de faire occuper l'Allemagne centrale où les ouvriers avaient conservé leurs armes.

Le KPD unifié (VKPD) passe brusquement d'une politique de «lettre ouverte» aux syndicats, pour former un «gouvernement ouvrier» à un front unique insurrectionnel.

²⁷ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* [1929], op. cit., p. 487. A l'issue d'un procès en juillet 1920, les meurtriers sortirent libres. Commentaire édifiant de la presse bourgeoise (*Deutsche Zeitung*) : «*Nos braves garçons ont été relaxés. Il y a encore des juges en Allemagne...* ».

²⁸ Chris Harman, op. cit., p. 127-159.

Face à la passivité du prolétariat allemand, Hugo Eberlein – délégué du KPD au Premier congrès du Komintern – propose même de faux attentats contre le VKPD pour susciter «l'indignation des masses». Il fallait néanmoins trouver des «alliés» Le Komintern demanda au KAPD, parti sympathisant, de s'associer au KPD dans cette aventure. Le KAPD lance des proclamations enflammées au prolétariat allemand, malgré la réticence de sa base : «*Avec des fusils et couteaux, avec les poings et les dents, mettez-vous à l'œuvre, le sort en est jeté*». Sa direction affirme «*les masses du P.C. agissent en suivant nos mots d'ordre. Elles y ont contraint leurs chefs*»²⁹.

Ni l'action des deux partis, ni celle, «autonome», d'électrons libres du KAPD – comme les «troupes» de Max Hoelz et Karl Plättner – ne peuvent arrêter la catastrophe. Le prolétariat de Berlin, d'Allemagne centrale reste passif. Les usines Leuna, dont l'autorité était l'Union ouvrière, forte de 2.000 membres (10 p. des ouvriers), sont bombardées par les «Verts» de la Schupo (gendarmérie), qui dispose de véhicules blindés.

Dans sa Déclaration qu'il ne put lire à la fin des sessions du III^e congrès du Komintern (juillet 1921), le KAPD résumait parfaitement sa position, qui fut aussi celle de Rosa Luxemburg en janvier 1919³⁰ :

Le Parti communiste ne peut pas déclencher les luttes économiques; il ne peut pas non plus refuser le combat, autrement il saboterait la préparation de la victoire. Il ne peut obtenir à la longue la direction de ces luttes que s'il oppose à toutes les illusions des masses la pleine clarté du but des méthodes de lutte³¹.

Dans la brochure rédigée au même moment par Herman Gorter contre le VKPD, le KAPD condamnait aussi bien la politique attentiste de Paul Levi que le putschisme du Parti communiste, «*contrepartie obligée de son opportunisme parlementaire et syndical*»³².

La défaite fut cruelle : le KAPD, après sa sortie forcée du Komintern en septembre 1921, connaît une hémorragie militante, puis en mars 1922 la scission. Le KPD connaît un processus similaire, avec le départ de Paul Levi, le chef du parti, et voit ses effectifs s'effondrer, malgré le soutien indéfectible de Moscou.

Le PC allemand revient alors à une politique de «front unique» à la base avec les syndicats social-démocrates et d'appel à la formation d'un «gouvernement ouvrier» incluant tous les «partis prolétariens».

L'occupation de la Ruhr par l'Armée française en janvier 1923, l'accélération du désastre économique, l'hyper-inflation crée une situation de chaos, qui peut sembler «prérévolutionnaire», avec le développement d'un mouvement des conseils d'entreprise qui s'apparente à celui des «hommes de confiance» révolutionnaires de 1918. Le succès de ce mouvement ainsi que la création de «milices ouvrières» de parti (centuries prolétariennes), pour lutter contre la police et les corps francs dans la Ruhr, redonnent confiance à la base du PC. Mais, comme le note Pierre Broué, 1923 est surtout marqué par «la progression des nationalistes d'extrême droite» –qui s'adressent aux «millions de petits-bourgeois déclassés», aux ouvriers sensibles à la propagande nationaliste et antisémite – et développent leurs milices armées (S.A. du parti nazi), grâce aux subventions des grands industriels de la Ruhr, et avec la complicité de la Reichswehr³³.

Or le KPD fait de la démagogie populiste auprès de ces couches petites-bourgeoises ruinées et caresse dans le sens du poil leur sentiment nationaliste exacerbé, et même

²⁹ Ph. Bourrinet, *The Dutch and German Communist Left (1900-68)*, Brill, Leiden, 2016, p. 234-240.

³⁰ «*La masse doit apprendre elle-même à combattre, à agir dans la lutte... Agir ! Agir ! Avec courage, avec résolution, avec constance – tel est le devoir des Délégués révolutionnaires et des dirigeants socialistes honnêtes. Désarmer la contre-révolution, armer les masses, occuper toutes les positions de pouvoir. Agir vite !*» [article non signé de R. L. : «Was machen die Führer?», *Die Rote Fahne* n° 7, 7 janvier 1919].

³¹ Rapport du KAPD sur le 3^e congrès du Komintern, in Authier-Barrot, op. cit., p. 335.

³² Herman Gorter, *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD*, KAPD, Berlin, 1921, p. 11-12.

³³ Broué, op. cit., p. 686-688.

leur antisémitisme³⁴. Karl Radek, l'ancien *Linksradikale* de Brême, put tenir un discours – devant l'exécutif du Komintern – en mémoire du nazi Leo Schlageter, fusillé par l'armée française d'occupation, en juin 1923 :

C'est seulement si la Cause allemande est celle du peuple allemand, c'est seulement si la Cause allemande consiste en une lutte pour les droits du peuple allemand qu'elle recrutera les amis actifs du peuple allemand. En faisant de la Cause du peuple la Cause de la Nation, faites de celle-ci la Cause du peuple. C'est cela que doit affirmer le Parti communiste d'Allemagne, c'est cela que doit affirmer le Komintern sur la tombe de Schlageter³⁵.

Cet appel au sentiment nationaliste pouvait parfaitement coexister avec une mobilisation «antifasciste», comme cette «journée antifasciste» du 29 juillet, qui fut un échec significatif. Le KPD essaye alors une politique de Front populaire avant la lettre. Le 10 octobre, le gouvernement social-démocrate saxon intègre plusieurs ministres communistes, dont Fritz Heckert (futur chef stalinien, toujours enterré dans un mur du Kremlin), et surtout Brandler, qui devient chef de la chancellerie d'État. Même chose, le 13 octobre, dans le gouvernement de Thuringe, où entrent trois «ministres communistes», dont Karl Korsch à la Justice.

Ces apparents «succès» ouvrirent la voie de la défaite. Les gouvernements «ouvriers» sont dissous par la Reichswehr sans résistance. Et c'est sans résistance que tout le mouvement capitule. L'insurrection de Hambourg du 23 octobre, dans un seul quartier !, est un fiasco : «une partie seulement des communistes se sont battus, et ils se sont battus seuls, les grandes masses demeurant, sinon indifférentes, du moins passives»³⁶.

C'est un autre octobre, celui de 1929, qui consuma la défaite des travailleurs allemands. Après un tournant dit de «classe contre classe» (ou «troisième période»), où la social-démocratie était qualifiée de «social-fascisme», le KPD revenait à sa politique d'exaltation de la «nation prolétaire» allemande. En août 1930, son comité central, voulant concurrencer le nazisme sur son propre terrain, lançait une adresse «*Pour une libération nationale et sociale du peuple allemand*»³⁷. Le KPD établissait, en novembre 1932, un front unique à la base avec des travailleurs nazis lors de la grève des transports berlinois.

La contre-révolution est au pouvoir dès le 9 novembre 1919, elle «suicide» les conseils ouvriers, puis impose par le fer et par le feu la loi de l'Assemblée constituante de Weimar. Ce fut une vraie saignée du prolétariat allemand opérée sous la responsabilité directe de la social-démocratie. En 1923, à la fin de la «révolution allemande», le nombre de victimes ouvrières était déjà comparable à celui de la Commune de Paris.

La défaite ouvrait ainsi la voie à Hitler en janvier 1933. Le rêve d'une émancipation mondiale des travailleurs – où l'Allemagne jouerait un rôle-clef – se transformait en cauchemar sanglant d'une «libération nationale et sociale du peuple allemand». C'était ouvrir la voie royale vers la guerre mondiale.

Le 12 septembre 2017,
Philippe BOURRINET.

³⁴ Ruth Fischer, leader de la tendance de gauche du KPD, proclame dans une réunion publique tenue dans un préau d'école à Berlin le 25 juillet 1923 : «Celui qui appelle à la lutte contre le capital juif est déjà, messieurs, un lutteur de classe, même s'il ne le sait pas. Vous êtes contre le capital juif et voulez abattre les boursicoteurs. Très bien. Foulez aux pieds les capitalistes juifs, pendez-les à la lanterne, piétinez-les!» [Die Aktion n° 27/28, Berlin, 31 juillet 1923].

³⁵ Ph. Bourrinet, *Internationalisme contre «national-bolchevisme»*. Le deuxième congrès du KAPD (1^{er} – 4 août 1920), 'moto proprio', Paris, sept. 2015, p. 192-196 (nous avons traduit intégralement ce discours en français).

³⁶ Broué, op. cit., p. 773.

³⁷ „Programmerklärung zur nationalen und sozialen des deutschen Volkes“, *Die Rote Fahne* n° 197, Berlin, dimanche 24 août 1930. Cet appel a été officiellement rédigé par Ernst Thälmann et le comité central, en fait par Heinz Neumann. Réfugié en URSS, il fut fusillé sur ordre de Staline en novembre 1937.

ANNEXE

PROGRAMME DU KPD (SPARTAKUSBUND), DÉCEMBRE 1918 (extraits)

Mesures immédiates pour assurer le triomphe de la révolution

1. Désarmement de toute la police, de tous les officiers ainsi que des soldats d'origine non prolétarienne, désarmement de tous ceux qui font partie des classes dominantes.
2. Réquisition de tous les stocks d'armes et de munitions ainsi que des usines d'armement par les soins des conseils d'ouvriers et de soldats.
3. Armement de l'ensemble du prolétariat masculin adulte qui constituera une milice ouvrière. Constitution d'une garde rouge composée de prolétaires qui sera le noyau actif de la milice et aura pour mission de protéger en permanence la révolution contre les attentats et les intrigues contre-révolutionnaires.
4. Suppression du pouvoir de commandement des officiers et des sous-officiers ; substitution d'une discipline librement consentie par les soldats à l'obéissance passive à la prussienne. Élection de tous les supérieurs par les hommes de troupe avec droit permanent de les révoquer, abolition de la juridiction militaire.
5. Éviction des officiers et des capitulaires de tous les conseils de soldats.
6. Remplacement de tous les organes politiques et de toutes les autorités de l'ancien régime par des hommes de confiance délégués par les conseils d'ouvriers et de soldats.
7. Mise en place d'un tribunal révolutionnaire devant lequel comparaitront les principaux responsables de la guerre et de sa prolongation : les Hohenzollern, Ludendorff, Hindenburg, Tirpitz et leurs complices, ainsi que tous les conjurés de la contre-révolution.
8. Réquisition immédiate de tous les stocks de vivres en vue d'assurer le ravitaillement de la population.

Mesures politiques et sociales

1. Abolition de tous les États particuliers : création d'une République allemande socialiste unifiée.
2. Élimination de tous les parlements et de tous les conseils municipaux, leurs fonctions étant dévolues aux conseils d'ouvriers et de soldats et aux comités que ceux-ci désigneraient.
3. Élection de conseils d'ouvriers dans toute l'Allemagne par les soins de la classe ouvrière adulte des deux sexes, à la ville et à la campagne, par entreprise ; élection de conseils de soldats par les hommes de troupe à l'exclusion des officiers et des capitulaires ; les ouvriers et les soldats ont le droit à tout instant de révoquer leurs représentants.
4. Élection de délégués des conseils d'ouvriers et de soldats dans tout le Reich en vue de constituer le Conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats qui élira à son tour un Comité exécutif ; celui-ci sera l'organisme suprême du pouvoir législatif et exécutif.
5. Le Conseil central se réunira au minimum une fois tous les trois mois avec chaque fois réélection des délégués. Le Conseil aura pour mission d'exercer un contrôle permanent sur l'activité du Comité exécutif et d'établir un contact vivant entre la masse des conseils d'ouvriers et de soldats de tout le Reich, et l'organisme gouvernemental suprême qui les représente. Les conseils d'ouvriers et de soldats locaux ont le droit à tout instant de révoquer et de remplacer leurs délégués au Conseil central au cas où ceux-ci n'agiraient pas conformément au mandat qui leur a été donné. Le Comité exécutif a le droit de nommer les commissaires du peuple, ainsi que les autorités centrales du Reich et les fonctionnaires ; il peut également les révoquer.
6. Suppression de toutes les différences de caste, de tous les ordres et de tous les titres ; hommes et femmes ont même droits et la même position sociale.
7. Mesures sociales importantes : réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage et pour tenir compte de la faiblesse physique de la classe ouvrière, conséquence de la guerre mondiale ; fixation de la journée de travail à six heures au maximum.
8. Le système de ravitaillement, de logement, les services de santé et l'éducation nationale seront réorganisés de fond en comble dans le sens et dans l'esprit de la révolution prolétarienne.

Mesures économique immédiates

1. Confiscation de tous les biens dynastiques et de tous les revenus dynastiques au profit de la communauté.
2. Annulation des dettes de l'État et de toutes autres dettes publiques, ainsi que de tous les emprunts de guerre à l'exclusion des souscriptions au-dessous d'un certain taux, qui sera fixé par le Conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats.
3. Expropriation de toutes exploitations agricoles grandes et moyennes, constitution de coopératives agricoles socialistes dépendant d'une direction centrale à l'échelle du Reich ; les petites exploitations paysannes demeureront la propriété de leurs détenteurs actuels jusqu'à ce que ceux-ci adhèrent librement aux coopératives socialistes.
4. La République des Conseils procédera à l'expropriation de toutes les banques, mines, usines sidérurgiques ainsi que de toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales.
5. Confiscation de toutes les fortunes au-dessus d'un niveau qui sera fixé par le Conseil central.
6. Prise en main de l'ensemble des transports publics par la République des Conseils.
7. Élections dans toutes les usines de conseils d'entreprise qui, en accord avec les conseils ouvriers, auront à régler toutes les affaires intérieures de l'entreprise, les conditions de travail, à contrôler la production, et, finalement, à prendre en main la direction de l'usine.
8. Mise en place d'une Commission centrale de grève qui, en collaboration permanente avec les conseils d'entreprise, aura pour tâche de coordonner le mouvement de grève qui s'amorce dans l'ensemble du Reich et d'en assurer l'orientation socialiste en lui garantissant l'appui sans défaillance du pouvoir politique des conseils d'ouvriers et de soldats.